



Comptes annuels SSR

Rapport sur la situation financière

Chiffres en bref

Le commentaire ci-après porte sur les comptes annuels de la maison mère.

		2011	2010
Résultat radio/tv	CHF mio	25,8	-12,3
Produit d'exploitation	CHF mio	1 645,4	1 612,7
Charges d'exploitation	CHF mio	1 615,0	1 612,5
Entrées de fonds liées à l'exploitation	CHF mio	312,7	49,5
Acquisition d'immobilisations corporelles	CHF mio	88,2	87,1
Effectif postes	À plein temps	4 829	4 948
	Personnes	5 926	6 014
Redevances de réception par foyer	CHF par an	462	462
Radio		169	169
Télévision (TVA comprise)		293	293
Volume de diffusion radio des quatre régions linguistiques	en heures	159 310	159 292
Productions maison		38 698	35 999
Productions de tiers		92 294	94 242
Reprises		28 318	29 051
Productions maison	en %	24,3	22,6
Productions de tiers		57,9	59,2
Reprises		17,8	18,2
Volume de diffusion télévision des quatre régions linguistiques	en heures	72 200	72 336
Productions maison		11 219	9 984
Productions de tiers		14 643	16 541
Reprises		46 338	45 811
Productions maison	en %	15,5	13,8
Productions de tiers		20,3	22,9
Reprises		64,2	63,3

Commentaire du compte de résultat

La politique financière SRG SSR a pour objectifs d'assurer l'assise financière de l'entreprise et, partant, de préserver son autonomie. Il faut pour cela un résultat budgétaire équilibré, qui a été atteint puisque la maison mère dégage, en 2011, un bénéfice de 25,8 millions de francs.

Cette différence résulte de plusieurs facteurs : le produit de la redevance est en progression de 6,2 millions de francs, en raison de l'augmentation du nombre de redevances encaissées (privées et professionnelles). Il est à noter également que Billag SA a introduit la facturation annuelle, permettant de renoncer à des régularisations pour un montant de 17,9 millions. Enfin, les recettes publicitaires ont suivi l'embellie conjoncturelle et augmentent de 14,4 millions.

L'absence, en 2011, de grands événements sportifs fédérateurs, tels que championnats du monde ou Jeux olympiques, a eu un impact positif sur les coûts. Le domaine Production et technique de SRF a transféré 120 collaborateurs à la filiale tpc. La conjugaison de ces deux éléments se traduit par une baisse des charges de personnel et des autres charges d'exploitation de respectivement 23,7 et 10,3 millions de francs. L'exploitation des synergies au sein de la maison mère et la clôture des projets de fusion et d'efficacité ont permis d'alléger les autres charges de 8,3 millions de francs.

Les charges de programme et de production accusent, quant à elles, une hausse significative de 31,7 millions de francs, qui s'explique essentiellement par des coûts de production plus élevés et par l'augmentation des productions maison qui passent de 19,9% à 21,6% du volume de diffusion. La décision de transférer le site de Bâle au centre-ville induit une charge supplémentaire de 16,5 millions de francs sur les amortissements. La chute des cours ayant pu être enrayée, le résultat financier progresse de 7,8 millions de francs.

La SSR vise l'équilibre budgétaire en 2012 également. Elle est confiante, compte tenu notamment des grands rendez-vous sportifs qui s'annoncent l'année prochaine.

Redevances de réception

Nombre de payeurs Etat au 31 décembre	2011	2010
Radio à titre privé	2 776 377	2 768 622
Radio à titre professionnel	38 809	37 438
Radio à titre commercial I – III	61 531	61 758
Total radio	2 876 717	2 867 818
Radio à titre privé	2 822 640	2 804 899
Radio à titre professionnel	8 414	8 018
Radio à titre commercial I – III	26 056	26 008
Total télévision	2 857 110	2 838 925

Amorcée l'an dernier, l'augmentation du nombre de redevances encaissées s'est confirmée en 2011 : hausse de 0,5% (+0,7% en 2010) de la redevance privée et de 3,9% (+18,8% en 2010) de la redevance professionnelle, contre un léger retrait de 0,2% de la redevance commerciale (+7,5% en 2010).

Marché publicitaire

Pour la deuxième année consécutive, la performance publicitaire brute progresse. Selon Media Focus, les dépenses publicitaires brutes ont atteint 4600 millions de francs, en hausse de 188,6 millions (+4,3%) par rapport à 2010. Ainsi, la progression est inférieure à celle de 2010 (+ 9,8%).

Le bond des médias électroniques se confirme en 2011, avec une performance brute de 1806,3 millions de francs, soit 99,8 millions de plus (5,8%) qu'en 2010. En termes absolus, la télévision est de nouveau le média qui affiche la plus forte expansion, avec des recettes qui progressent de 114,5 millions (+8,6%), pour une performance brute de 1449,9 millions, pour la première fois supérieure à celle des journaux.

Les chaînes tv SSR ont rapporté, toujours selon Media Focus, 570,2 millions de francs de recettes publicitaires brutes (+23,5 millions en 2010), soit une hausse de 4,3%. Publisuisse affiche une part de marché intramédias de 39,3% en légère baisse (-1,6% en 2010).

Les fenêtres publicitaires suisses des télévisions privées étrangères voient leurs recettes croître de 73 millions de francs (+11%). Les télévisions régionales enregistrent de bons résultats en 2011. Dans l'ensemble, la performance brute augmente de 4,5 millions (+8,9%), les chaînes régionales représentant 3,8% du marché publicitaire brut.

Comparaison pluriannuelle

CHF mio	2011	2010	2009	2008	2007
Redevances radio/tv	1 175,2	1 169,0	1 153,3	1 128,9	1 122,1
Recettes commerciales	388,2	376,8	344,6	361,1	363,4
Autres recettes	64,2	71,7	66,5	90,7	84,3
Diminution de recettes	17,8	-4,8	-1,3	0,0	-0,6
Produit d'exploitation	1 645,4	1 612,7	1 563,1	1 580,7	1 569,2
Charges de personnel	-662,3	-685,9	-681,2	-677,7	-667,1
Charges programme et production	-589,8	-558,1	-557,2	-633,2	-636,6
Autres charges d'exploitation	-265,4	-289,6	-289,0	-267,0	-216,0
Amortissements et corrections de valeur	-97,5	-78,9	-80,7	-75,0	-67,9
Charges d'exploitation	-1 615,0	-1 612,5	-1 608,1	-1 652,9	-1 587,6
Résultat d'exploitation	30,4	0,2	-45,0	-72,2	-18,4
Résultat financier	-4,6	-12,5	-1,7	-6,9	0,1
Résultat d'entreprise	25,8	-12,3	-46,7	-79,1	-18,3

Commentaire du bilan

La somme de 1355,1 millions de francs inscrite au bilan le 31 décembre 2011 est en hausse de 15,2% par rapport à 2010 (+ 5,4%, 1176,6 millions).

Les actifs circulants ont augmenté (+185,8 millions de francs), en raison d'un apport de fonds conséquent (+219,4 millions) à la suite de l'introduction de la facture annuelle par la société Billag. Les actifs immobilisés diminuent de 7,3 millions.

Du côté des passifs, les capitaux étrangers progressent de 152,8 millions de francs, compte tenu essentiellement de l'introduction de la position « encaissement anticipé de la redevance ».

Ratios Maison mère	31.12.2011	31.12.2010
Current Ratio Actifs circulants en % des capitaux étrangers à court terme	118,4%	161,6%
Intensité de placement Actifs immobilisés en % du total du bilan	61,9%	71,9%
Couverture des actifs immobilisés I Capitaux propres en % des actifs immobilisés	68,7%	65,1%
Couverture des actifs immobilisés II Capitaux propres et capitaux étrangers à long terme en % des actifs immobilisés	109,6%	114,9%
Coefficient d'autofinancement Capitaux propres en % du total du bilan	42,5%	46,8%
Degré d'autofinancement hors effet prévoyance	35,1%	38,2%

La détérioration du current ratio de 43,2% (+26,1% en 2010) s'explique par la reclassification du prêt contre reconnaissance de dette de 80 millions de francs (dettes à long terme vers dettes à court terme).

Les autres ratios connaissent les fluctuations usuelles.

Comptes annuels maison mère 2011

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2011	2010
Redevances radio/tv	M 1	1 175 190	1 169 009
Recettes commerciales	M 2	388 172	376 809
Autres recettes	M 3	64 211	71 680
Diminution de recettes	M 4	17 830	-4 846
Produit d'exploitation		1 645 403	1 612 652
Charges de personnel	M 5	662 268	685 936
Charges programme et production	M 6	589 822	558 081
Autres charges d'exploitation	M 7	265 417	289 544
Amortissements et corrections de valeur	M 8	97 451	78 916
Charges d'exploitation		1 614 958	1 612 477
Résultat d'exploitation		30 445	175
Résultat financier	M 9	-4 695	-12 446
Résultat d'entreprise		25 750	-12 271

M = comptes annuels maison mère, annexe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2011	2010
Liquidités	M 10	334 085	110 078
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	M 11	2 805	0
Créances résultant de livraisons et de prestations	M 12	30 266	50 056
Autres créances	M 13	5 664	6 851
Comptes de régularisation actifs	M 14	17 666	44 808
Stocks	M 15	125 672	118 531
Actifs circulants		516 158	330 324
Immobilisations corporelles	M 16	734 314	757 950
Immobilisations financières	M 17	100 489	81 957
Immobilisations incorporelles	M 18	4 172	6 367
Actifs immobilisés		838 975	846 274
ACTIFS		1 355 133	1 176 598
Dettes financières à court terme	M 19	80 000	3 812
Engagements résultant de livraisons et de prestations	M 20	79 945	91 559
Encaissement anticipé de la redevance	M 21	164 605	0
Autres dettes	M 22	35 790	35 854
Comptes de régularisation passifs	M 23	65 897	58 265
Provisions à court terme	M 24	9 532	14 912
Capitaux étrangers à court terme		435 769	204 402
Dettes financières à long terme	M 25	270 000	350 000
Provisions à long terme	M 26	72 812	71 394
Capitaux étrangers à long terme		342 812	421 394
Capitaux étrangers		778 581	625 796
Réserve de base		480 000	480 000
Réserves provenant de bénéfiques		70 802	83 073
Résultat d'entreprise		25 750	-12 271
Capitaux propres		576 552	550 802
PASSIFS		1 355 133	1 176 598

M = comptes annuels maison mère, annexe

Tableau de financement

CHF 1000	Annexe	2011	2010
Résultat d'entreprise		25 750	-12 271
Amortissements	M 8	78 372	77 497
Corrections de valeur	M 8	19 079	1 419
Augmentation papiers-valeurs et autres placements à court terme	M11	-2 805	0
Diminution créances résultant de livraisons et de prestations	M12	19 790	-10 137
Diminution autres créances	M13	1 187	6 022
Diminution comptes de régularisation actifs	M14	27 142	-4 118
Augmentation stocks	M15	-7 141	-11 728
Diminution dettes	M19	-3 812	0
Diminution engagements découlant de livraisons et de prestations	M20	-11 614	-23 796
Augmentation encaissement anticipé redevance	M21	164 605	0
Diminution autres dettes	M22	-64	5 547
Augmentation comptes de régularisation passifs	M23	7 632	1 698
Diminution provisions à court terme	M24	-5 380	1 983
Augmentation provisions à long terme	M26	1 418	15 605
Bénéfice de la vente d'immobilisations corporelles		-1 515	-150
Pertes de la vente d'immobilisations corporelles		6	0
Autres charges et produits sans effet sur les fonds (net)		0	1 977
Entrées de fonds liées à l'exploitation		312 650	49 548
Acquisition d'immobilisations corporelles		-88 244	-87 060
Vente d'immobilisations corporelles		5 701	1 475
Acquisition de titres et de participations		-60	-3 938
Vente de titres et de participations		305	30
Prêt accordé		-37 500	0
Remboursement d'un prêt		32 029	1 538
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-874	-654
Sorties de fonds liées aux opérations d'investissement		-88 643	-88 609
Free Cashflow		224 007	-39 061
Prêt contre reconnaissance de dette		0	70 000
Flux de fonds liés aux opérations de financement		0	70 000
Variation des fonds		224 007	30 939
Liquidités au 1 ^{er} janvier		110 078	79 139
Liquidités au 31 décembre		334 085	110 078
Variation des fonds		224 007	30 939

M = comptes annuels maison mère, annexe

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Réserve de base	Réserve provenant de bénéfices	Résultat d'entreprise	Total
Solde au 1^{er} janvier 2010	480 000	129 763	- 46 690	563 073
Réimputation résultat 2009		-46 690	46 690	0
Résultat d'entreprise 2010			-12 271	-12 271
Solde au 31 décembre 2010	480 000	83 073	-12 271	550 802
Réimputation résultat 2010		-12 271	12 271	0
Résultat d'entreprise 2011			25 750	25 750
Solde au 31 décembre 2011	480 000	70 802	25 750	576 552

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

L'établissement des comptes annuels de la maison mère (clôture individuelle) et des comptes de groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne (ci-après SSR) intervient en conformité avec les Swiss GAAP RPC. Les comptes annuels de la maison mère et ceux du groupe donnent une image du patrimoine, de la situation financière et des résultats conforme à la réalité (true and fair view).

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et la comptabilité des diverses sociétés du groupe sont tenues en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du jour de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses le jour de la transaction. Les bénéfices et les pertes de cours résultant des transactions en monnaies étrangères sont donc pris en considération dans le compte de résultat.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés ne sont utilisés que pour couvrir les risques liés aux futures sorties de fonds. Des directives internes règlent la nature, le volume et les limites de ce type de transactions. Le jour de clôture, les instruments financiers dérivés sont inscrits au bilan (parmi les engagements financiers ou les autres placements à court terme) à la valeur de marché et les fluctuations de valeur sont portées au compte de résultat.

Participations

Principales participations directes de la maison mère SSR au 31 décembre 2011 :

Sociétés du groupe	2011	2010
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions 10,0 millions CHF Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	100%	100%
Schweizerische Teletext AG, Bienne Capital actions 1,0 million CHF Télétexte et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions 1,0 million CHF Participations dans le domaine de la radiodiffusion	100%	100%
Publisuisse SA, Berne Capital actions 4,5 millions CHF Commercialisation de la publicité TV et sponsoring	99,8%	99,8%

La liste complète des entités associées et des autres participations figure dans l'annexe des comptes du groupe (G 36).

Dans le cadre du transfert de collaborateurs et de moyens de production de la maison mère au **Technology And Production Center Switzerland AG** (tpc), le capital actions a été augmenté de 10 000 francs en valeur nominale, entièrement libérés par la SSR (apports en nature). La participation est passée de 10,0 à 23,2 millions de francs. La différence entre la valeur nominale et la participation (agio) a été versée aux réserves.

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SRG SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Un commentaire détaillé figure à l'annexe des comptes de groupe 2011.

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels de la maison mère et aux comptes de groupe est celui du prix d'acquisition ou de production, fondé sur le principe de l'évaluation individuelle des actifs et des passifs.

A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. S'il y a diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif imputée au résultat périodique. Toute augmentation qui pourrait intervenir ultérieurement si la dépréciation d'actif ne devait pas se réaliser (ou partiellement) aurait également un effet sur le résultat. Le goodwill, qui ne peut être imputé, constitue une exception.

Liquidités

Les liquidités englobent la caisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités, comme les placements et les dépôts à vue dont l'échéance ne dépasse pas 90 jours. L'évaluation intervient à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Titres facilement réalisables sur le marché, les papiers-valeurs constituent des réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de Bourse valable à la clôture du bilan. Les placements affichant une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi activés sous cette rubrique et évalués à la valeur nominale.

Entrent également dans cette catégorie les instruments financiers dérivés avec une valeur de remplacement positive et qui servent à la couverture des risques liés aux monnaies étrangères.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions non satisfaites à l'égard de tiers ; elles sont affichées à la valeur nominale, après déduction des ajustements de valeur. Une fois les ajustements individuels déduits, un ajustement de valeur forfaitaire de 2% est calculé sur le total pour le risque général lié aux créances douteuses et aux intérêts.

Stocks

Les stocks sont activés à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes TV (productions maison et productions de tiers, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises.

Les coûts d'acquisition ou de fabrication des stocks de programmes TV sont activés et amortis dans leur intégralité après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks activés est réexaminée chaque année ; les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont amortis à 100%. Les droits de diffusion et les préproductions radiophoniques ne sont pas inscrits à l'actif en vertu du principe d'importance relative.

Sont également comptabilisées sous ce poste, en plus des stocks proprement dits, les avances aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements nécessaires. Les immobilisations en construction comprennent les coûts de projet activables. Les charges non activables et les intérêts sont imputés au compte de résultat en fonction de la période et du type de charge. Les achats jusqu'à 5000 CHF et le mobilier ne sont pas inscrits au bilan, mais ils sont imputés directement au compte de résultat.

Outre les stocks d'inventaire proprement dits, les actifs immobilisés comprennent les avances aux fournisseurs.

Les amortissements sont effectués à partir de la valeur d'acquisition, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

– Bâtiments	5 à 50 ans
– Moyens de production	5 à 10 ans
– Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans
– Informatique	3 à 5 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont saisies aux coûts d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des corrections de valeur cumulés. Ne sont activées que les valeurs qui procurent des avantages économiques mesurables sur plusieurs années. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel parmi les actifs des filiales, jamais parmi ceux de la maison mère. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée (en général 3 à 5 ans).

Les immobilisations incorporelles destinées à être commercialisées (droits de programme ou de diffusion, par exemple) sont traitées comme les stocks.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme recouvrent les titres sans caractère de participation, achetés à des fins de placement à longue échéance, les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont activés à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, compte tenu d'éventuels ajustements pour couvrir les pertes de valeur durables ou le risque de solvabilité.

Les participations sont activées au prix d'acquisition, compte tenu d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables.

Engagements et engagements conditionnels

Les engagements ouverts sont saisis à la valeur nominale. Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également saisis à leur valeur nominale.

Encaissement anticipé de la redevance

Le changement de système de facturation chez Billag SA (passage de la facturation trimestrielle à la facturation annuelle) a entraîné une forte hausse des encaissements de redevances, qui ont été transmises à la SSR conformément au processus ordinaire. Ces recettes comprennent déjà une part de la redevance de l'exercice suivant et sont traitées comme des acomptes, inscrits au passif de cette position.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. L'événement doit avoir eu lieu avant la date du bilan.

Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées que s'il existe un plan de restructuration détaillé (mis en œuvre ou annoncé). Le solde temps à long terme du personnel est porté au passif dans les provisions du personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques.

Les provisions sont subdivisées en fonction du court terme et du long terme. Sont considérées comme provisions à court terme celles dont l'échéance prévisible se situe dans les 12 mois. Dès lors que l'échéance prévisible dépasse 12 mois, la provision passe dans la catégorie du long terme. Des impôts latents ne sont constitués que pour les comptes de groupe, car la maison mère est exonérée d'impôts.

Les engagements conditionnels figurant dans l'annexe sont saisis à la valeur nominale et escomptés le cas échéant. Le taux d'escompte est indiqué pour chaque position.

Recettes

Les redevances radio/tv sont intégrées au compte de résultat conformément au décompte de la société Billag, l'organe d'encaissement mandaté par l'Office fédéral de la communication. Les recettes commerciales et les autres recettes contiennent toutes les recettes liées aux affaires radio/tv.

Annexe

Redevances

M1 Redevances

CHF 1000	2011	2010
Redevances télévision	741 573	738 035
Redevances radio	433 617	430 974
Total	1 175 190	1 169 009

L'augmentation des **redevances** de 6,2 millions de francs (+15,7 millions en 2010) s'explique essentiellement par la progression du nombre de redevances privées encaissées.

M2 Recettes commerciales

CHF 1000	2011	2010
Publicité (nette)	279 759	265 276
Sponsoring	58 602	58 972
Programme	49 811	52 561
Total	388 172	376 809

L'embellie connue dans le secteur de la publicité s'est maintenue. En progression de 28,6 millions de francs en 2010, les **recettes publicitaires** dégagent 14,5 millions de plus en 2011.

M3 Autres recettes

CHF 1000	2011	2010
Contributions	23 282	22 566
Prestations de services	30 570	33 856
Autre produit d'exploitation	10 359	15 258
Total	64 211	71 680

Les **contributions**, qui se composent pour l'essentiel de subventions fédérales aux programmes et aux émissions à destination de l'étranger, sont en légère hausse de 0,7 million par rapport à 2010 (-0,4 million).

Le **produit des prestations de service** est en retrait de 3,3 millions de francs (+2,5 millions en 2010). La location de surfaces à des tiers dégage un surplus de recettes (+2,7 millions de francs), alors que l'assistance technique (-2,3 millions de francs) et les autres prestations de programme (-3,8 millions de francs) sont en recul.

Malgré la vente de biens immobiliers à Coire (+1,4 million de francs), les **autres produits d'exploitation** diminuent de 4,9 millions de francs (+3,1 millions en 2010). Explications : la vente des droits liés aux études de marché (+5,3 millions en 2010), opérée l'an dernier, n'a pas eu d'effet sur l'exercice sous revue et les recettes Sat Access sont inférieures de 500'000 francs à celles de l'an dernier.

M4 Diminutions de recettes

CHF 1000	2011	2010
Diminutions	17 830	-4 846
Total	17 830	-4 846

La rubrique **diminutions de recettes** intègre en 2011 la dissolution du ducroire constitué pour la redevance (17,9 millions de francs) et devenu superflu. L'introduction de la facturation annuelle par la société Billag a permis de compenser tous les montants dus en 2010 et en 2011.

M5 Charges de personnel

CHF 1000	2011	2010
Salaires	524 942	531 866
Allocations	25 026	35 277
Prestations sociales	94 829	94 569
Autres charges de personnel	17 471	24 224
Total	662 268	685 936

Dans la foulée de la convergence des médias, plus de 120 collaborateurs du domaine production ont été transférés, début 2011, à la filiale tpc, avec un effet positif sur les charges de personnel -11,8 millions de francs). Les **salaires nets** ont baissé de 6,9 millions de francs (+3,6 millions en 2010). La différence provient de l'augmentation de salaire de 0,8% en moyenne.

Les 10,3 millions de francs de moins au niveau des **allocations** (+9,8 millions en 2010) s'expliquent essentiellement par la provision constituée l'an dernier pour les primes de fidélité, qui avaient grevé l'exercice précédent de 9,8 millions.

Les **prestations sociales** fluctuent de +0,3 million de francs seulement (-11,3 millions en 2010) ; à noter cependant que le transfert de personnel susmentionné a été largement compensé par des surcoûts enregistrés du côté de la Caisse de pension (+2,7 millions).

Les **autres charges de personnel** sont en baisse de 6,8 millions de francs (+2,7 millions en 2010) ; le plan social avait coûté l'an dernier 10,7 millions, contre 1,5 million cette année, somme à laquelle il faut ajouter 2,4 millions de frais de restructuration.

M6 Charges programme et production

CHF 1000	2011	2010
Indemnités artistes et auteurs	31 837	31 541
Droits d'auteur	99 677	111 987
Productions de tiers et commandes	345 104	318 318
Charges de liaisons et de lignes	95 936	99 697
Charges diverses programme et production	10 337	9 288
Variation des stocks de programmes	6 931	-12 750
Total	589 822	558 081

L'absence de grands événements sportifs a eu un impact positif sur les **droits d'auteur** qui diminuent de 12,3 millions de francs (+14,7 millions en 2010).

Les **productions de tiers et les commandes** affichent une hausse significative de 26,8 millions de francs (-5,5 millions en 2010). La baisse des mandats sportifs a été compensée par des productions sur commande et des productions pour le Pacte de l'audiovisuel, à hauteur de 14,5 millions de francs. La différence résiduelle s'explique par les coûts de production plus élevés du côté des commandes.

En 2011, les **charges de liaisons et de lignes** diminuent de -3,8 millions de francs (-2,8 millions en 2010), grâce aux économies réalisées dans le domaine de la diffusion radio.

M7 Autres charges d'exploitation

CHF 1000

	2011	2010
Entretien et remplacement	49 497	54 943
Frais administratifs et publicité	63 128	66 796
Communication, logistique et frais	52 531	62 879
Autres charges	100 261	104 926
Total	265 417	289 544

La rubrique **entretien et remplacement** dégage, cette année encore, une économie de 6,5 millions de francs, en raison principalement des travaux d'assainissement, de transformation et de construction. Par rapport à 2010 (-5,9 millions), l'économie est de 5,4 millions de francs.

Les **frais administratifs et frais de publicité** diminuent de 3,7 millions de francs. Si les charges locatives et les frais de publicité ont diminué (-2,8 millions pour les premières, -1,8 million pour les seconds), les frais administratifs ont augmenté de 1,1 million de francs en raison de la mise en place et de l'exploitation d'une structure d'achats centralisée.

C'est surtout l'absence de grands événements sportifs qui a permis de réduire les charges **communication, logistique et frais** de 10,3 millions de francs (+4,1 millions en 2010).

Les **autres charges** sont en recul de 4,7 millions de francs (-2,1 millions en 2010), grâce à une diminution des honoraires de consultant (-4,2 millions).

M8 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000

	2011	2010
Amortissements prévus immobilisations corporelles	76 018	74 353
Dépréciations immobilisations corporelles	19 079	1 419
Immobilisations corporelles	95 097	75 772
Dépréciations immobilisations financières	0	145
Immobilisations financières	0	145
Amortissements prévus valeurs incorporelles	2 354	2 999
Valeurs incorporelles	2 354	2 999
Total	97 451	78 916

Les **amortissements et corrections de valeur** affichent une progression de 18,5 millions de francs (-1,7 million en 2010). L'achèvement des grands travaux de construction à Berne et à Genève permet d'amortir, comme cela était prévu, 2,7 millions de francs de plus. Enfin, la décision du Comité de direction de déplacer le site de Bâle dans le centre-ville a donné lieu à une correction de valeur de 16,5 millions de francs.

M9 Résultat financier

CHF 1000	2011	2010
Produits financiers	6 142	6 472
Charges financières	-10 837	-18 918
Total	-4 695	-12 446

Le **résultat financier** net augmente de 7,8 millions de francs (-10,7 millions en 2010). L'an dernier, les cours du change s'étaient traduits par une forte augmentation des charges (9 millions), alors qu'ils ont retrouvé une certaine stabilité en 2011, positive pour les charges (0,8 million).

M10 Liquidités

CHF 1000	2011	2010
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	333 980	109 980
Fonds assimilés à des liquidités	105	98
Total	334 085	110 078

L'introduction de la facture annuelle par la société Billag a apporté un afflux de **liquidités** de 219,4 millions de francs, à l'origine de la progression significative de 224 millions. Compléments d'information, tableau de financement de la maison mère.

M11 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2011	2010
Instruments financiers dérivés	2 805	0
Total	2 805	0

Chiffres détaillés, annexe M 28.

M12 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2011	2010
Tiers	14 314	17 867
Sociétés du groupe	17 628	33 681
Sociétés proches	331	757
Corrections de valeur	-2 007	-2 249
Total	30 266	50 056

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** sont en baisse de 19,8 millions de francs (+10,1 millions en 2010), en raison avant tout d'un recul enregistré auprès des sociétés du groupe (-16,1 millions).

M 13 Autres créances

CHF 1000

	2011	2010
Tires	5 664	6 851
Total	5 664	6 851

Les **autres créances** connaissent, elles aussi, une légère contraction de 1,2 million de francs, contre 6 millions l'an dernier. Celle-ci est principalement due à une baisse de paiements anticipés convenus par contrat (-0,8 million).

M 14 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000

	2011	2010
Tires	15 249	44 388
Sociétés du groupe	2 417	420
Total	17 666	44 808

Les **comptes de régularisation actifs** sont en recul de 27,1 millions de francs (+4,1 millions en 2010). La société Billag ayant introduit la facture annuelle de la redevance, la régularisation n'est plus nécessaire (33,8 millions en 2010).

M 15 Stocks

CHF 1000

	2011	2010
Productions maison	36 455	43 002
Productions de tiers	61 273	62 342
Paiements anticipés de programmes	29 625	15 540
Stocks de programmes bruts	127 353	120 884
Stocks de marchandises	460	473
Stocks bruts	127 813	121 357
Corrections de valeur	-2 141	-2 826
Stocks nets	125 672	118 531

Activés uniquement pour les productions tv, les **stocks de programmes** regroupent les **productions de tiers et les productions maison** qui n'ont pas encore été diffusées. Compte tenu des corrections de valeur, ils ont fléchi de 7,1 millions de francs (+11,9 millions en 2010). Il est renoncé à une activation des émissions radio pour des raisons d'importance relative.

Les **paiements anticipés** augmentent de 14,1 millions de francs (-14,5 millions en 2010) ; ils sont imputables aux droits sportifs des années à venir (22,6 millions).

M 16 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Solde au 01.01.2010	Entrées	Sorties	Reclasi- fications	Solde au 31.12.2010
Immobilisations en construction et paiements anticipés	100 290	36 485	-4 627	-91 291	40 857
Terrains	26 951				26 951
Bâtiments	879 215	25 797	-229	77 336	982 119
Moyens de production	386 770	27 785	-23 294	13 588	404 849
Informatique	70 350	10 026	-2 343	174	78 207
Autres immobilisations corporelles	32 443	4 997	-2 491	190	35 139
Valeurs d'acquisition	1 496 019	105 090	-32 984	-3	1 568 122
Immobilisations en construction et paiements anticipés	0	1		-2	-1
Terrains	0				0
Bâtiments	-329 254	-33 553	197	2	-362 608
Moyens de production	-269 095	-29 567	22 570		-276 092
Informatique	-47 515	-8 822	2 239		-54 098
Autres immobilisations corporelles	-25 591	-2 412	2 372		-25 631
Amortissements prévus	-671 455	-74 353	27 378	0	-718 430
Immobilisations en construction et paiements anticipés	0				0
Terrains	0				0
Bâtiments	-79 081	-165			-79 246
Moyens de production	-9 449	-1 254	359		-10 344
Informatique	-1 588		85		-1 503
Autres immobilisations corporelles	-649				-649
Dépréciations	-90 767	-1 419	444	0	-91 742
Immobilisations en construction et paiements anticipés	100 290	36 486	-4 627	-91 293	40 856
Terrains	26 951				26 951
Bâtiments	470 880	-7 921	-32	77 338	540 265
Moyens de production	108 226	-3 036	-365	13 588	118 413
Informatique	21 247	1 204	-19	174	22 606
Autres immobilisations corporelles	6 203	2 585	-119	190	8 859
Valeurs comptables nettes	733 797	29 318	-5 162	-3	757 950

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassi- fications	Solde au 31.12.2011
Immobilisations en construction et paiements anticipés	40 857	32 722	-8 712	-18 997	45 870
Terrains	26 951				26 951
Bâtiments	982 119	27 191	-15 429	5 622	999 503
Moyens de production	404 849	25 854	-41 208	14 990	404 485
Informatique	78 207	10 520	-21 036	-1 812	65 879
Autres immobilisations corporelles	35 139	1 993	-7 256	197	30 073
Valeurs d'acquisition	1 568 122	98 280	-93 641	0	1 572 761
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-1	-184	126		-59
Terrains	0				0
Bâtiments	-362 608	-36 344	8 401		-390 551
Moyens de production	-276 092	-30 033	35 227		-270 898
Informatique	-54 098	-6 867	13 923		-47 042
Autres immobilisations corporelles	-25 631	-2 590	6 645		-21 576
Amortissements prévus	-718 430	-76 018	64 322	0	-730 126
Immobilisations en construction et paiements anticipés	0				0
Terrains	0				0
Bâtiments	-79 246	-16 300	1 730		-93 816
Moyens de production	-10 344	-959	696		-10 607
Informatique	-1 503	-1 820	74		-3 249
Autres immobilisations corporelles	-649				-649
Dépréciations	-91 742	-19 079	2 500	0	-108 321
Immobilisations en construction et paiements anticipés	40 856	32 538	-8 586	-18 997	45 811
Terrains	26 951				26 951
Bâtiments	540 265	-25 453	-5 298	5 622	515 136
Moyens de production	118 413	-5 138	-5 285	14 990	122 980
Informatique	22 606	1 833	-7 039	-1 812	15 588
Autres immobilisations corporelles	8 859	-597	-611	197	7 848
Valeurs comptables nettes	757 950	3 183	-26 819	0	734 314

Les acomptes des positions **immobilisations en construction et paiements anticipés** s'élèvent à 3,6 millions de francs (1,3 million en 2010). La valeur d'assurance incendie des immobilisations corporelles est de 1465,1 millions de francs (1514,3 millions en 2010).

M 17 Immobilisations financières

CHF 1000	Solde au 01.01.2010	Entrées	Sorties	Reclassi- fications	Solde au 31.12.2010
Prêts	61 887		-3 802		58 085
Participations	20 688	3 938	-30		24 596
Valeurs d'acquisition	82 575	3 938	-3 832	0	82 681
Prêts	-2 263		2 263		0
Participations	-579	-145			-724
Amortissements cumulés	-2 842	-145	2 263	0	-724
Prêts	59 624		-1 539		58 085
Participations	20 109	3 793	-30		23 872
Valeurs comptables nettes	79 733	3 793	-1 569	0	81 957

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassi- fications	Solde au 31.12.2011
Prêts	58 085	37 500	-32 029		63 556
Participations	24 596	13 221	-305		37 512
Valeurs d'acquisition	82 681	50 721	-32 334	0	101 068
Prêts	0				0
Participations	-724		145		-579
Amortissements cumulés	-724	0	145	0	-579
Prêts	58 085	37 500	-32 029		63 556
Participations	23 872	13 221	-160		36 933
Valeurs comptables nettes	81 957	50 721	-32 189	0	100 489

Il a été fait un usage important du prêt consenti à la filiale tpc. Les **prêts** sont en progression nette de 5,5 millions de francs. Une partie de la production et de l'informatique ayant été transférée au tpc, la **participation** à son capital passe de 10 à 23,2 millions. Les parts détenues dans Net-Metrix ont été vendues (0,3 million de francs).

CHF 1000	2011	2010
Prêts aux tiers	10	40
Prêts aux sociétés du groupe	63 546	58 045
Total prêts	63 556	58 085
Sociétés du groupe (participation entre 50% et 100%)	35 882	22 721
Sociétés à participations (participation entre 20% et 49%)	743	778
Autres participations (participation inférieure à 20%)	308	373
Total participations	36 933	23 872
Total immobilisations financières	100 489	81 957

Aperçu des participations, annexe G 36.

M 18 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Solde au 01.01.2010	Entrées	Sorties	Reclassi- fications	Solde au 31.12.2010
Logiciels et licences	24 085	983	-420	3	24 651
Valeurs d'acquisition	24 085	983	-420	3	24 651
Logiciels et licences	-15 287	-2 999	420		-17 866
Amortissements prévus	-15 287	-2 999	420	0	-17 866
Logiciels et licences	-418				-418
Dépréciations	-418	0	0	0	-418
Logiciels et licences	8 380	-2 016		3	6 367
Valeurs comptables nettes	8 380	-2 016	0	3	6 367

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassi- fications	Solde au 31.12.2011
Logiciels et licences	24 651	1 176	-4 799		21 028
Valeurs d'acquisition	24 651	1 176	-4 799	0	21 028
Logiciels et licences	-17 866	-2 354	3 782		-16 438
Amortissements prévus	-17 866	-2 354	3 782	0	-16 438
Logiciels et licences	-418				-418
Dépréciations	-418	0	0	0	-418
Logiciels et licences	6 367	-1 178	-1 017		4 172
Valeurs comptables nettes	6 367	-1 178	-1 017	0	4 172

Les sorties nettes de 1,0 million de francs inscrites à la catégorie **logiciels et licences** s'expliquent par le transfert d'une partie de l'exploitation au tpc.

M 19 Dettes financières à court terme

CHF 1000	2011	2010
Tiers	80 000	3 812
Total	80 000	3 812

Les **dettes financières à court terme** comprennent le prêt contre reconnaissance de dette de 80,0 millions de francs accordé par Postfinance, qui arrivera à échéance en novembre 2012. Il ne s'agit pas d'une nouvelle dette, mais d'une simple reclassification (voir M 25).

M 20 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2011	2010
Tiers	56 684	72 340
Sociétés du groupe	21 314	16 956
Sociétés proches	1 947	2 263
Total	79 945	91 559

L'écart observé au niveau des **engagements découlant de livraisons et de prestations** est lié aux opérations réalisées durant l'exercice et se situe au niveau habituel.

M21 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2011	2010
Encaissement anticipé de la redevance	164 605	0
Total	164 605	0

Le changement de système de facturation chez Billag SA (passage de la facturation trimestrielle à la facturation annuelle) a entraîné une forte hausse des encaissements de redevances, qui ont été transmises à la SSR conformément au processus ordinaire. Ces recettes comprennent déjà une part de la redevance de l'exercice suivant et sont traitées comme des acomptes, inscrits au passif de cette position.

M22 Autres dettes

CHF 1000	2011	2010
Tiers	35 790	35 854
Total	35 790	35 854

Les **autres dettes** fluctuent très peu par rapport à l'an dernier (+5,5 millions en 2010) et se situent au niveau habituel.

M23 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2011	2010
Tiers	63 373	55 987
Sociétés du groupe	2 524	2 278
Total	65 897	58 265

Sur 7,6 millions de francs d'augmentation (+1,7 million en 2010) des **comptes de régularisation passifs**, 0,8 million proviennent des soldes temps du personnel. Le reste s'explique par des factures de fournisseurs en souffrance, pour des prestations réalisées durant l'exercice sous revue.

M24 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable 1.1.2010	7 721	88	5 120	12 929
Constitution	829	10 352	1 170	12 351
Utilisation	-2 471	-80	-1 435	-3 986
Dissolution	-1 717		-1 815	-3 532
Reclassification	-2 683	10	-177	-2 850
Valeur comptable 31.12.2010	1 679	10 370	2 863	14 912
Constitution	584	5 138	1 965	7 687
Utilisation	-1 454	-5 871	-1 681	-9 006
Dissolution	-367	-2 573	-1 915	-4 855
Reclassification	962	252	-420	794
Valeur comptable 31.12.2011	1 404	7 316	812	9 532

Les provisions à court terme **personnel et prévoyance** ne comprennent plus que les provisions pour paiements de compensation intervenus en cours d'année.

La constitution de **provisions de restructuration** (5,1 millions de francs) et le solde actuel sont dus au plan social élaboré dans le cadre des projets de convergence et d'efficience.

Les **autres provisions** font état de 0,6 million de francs (2 millions en 2010) pour des litiges juridiques en cours.

M25 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2011	2010
Emprunt	270 000	350 000
Total	270 000	350 000

Une partie du prêt contre reconnaissance de dette de 80,0 millions de francs accordé par Postfinance arrivera à échéance en novembre 2012 ; raison pour laquelle elle entre dans la catégorie des dettes financières à court terme. Voir M 19.

M26 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable 1.1.2010	47 104	10	8 675	55 789
Constitution	15 274	303	1 491	17 068
Utilisation	-2 482		-336	-2 818
Dissolution	-717		-778	-1 495
Reclassification	2 683	-10	177	2 850
Valeur comptable 31.12.2010	61 862	303	9 229	71 394
Constitution	2 905	2 518	5 764	11 187
Utilisation	-3 872		-248	-4 120
Dissolution	-3 837		-1 018	-4 855
Reclassification	-962	-252	420	-794
Valeur comptable 31.12.2011	56 096	2 569	14 147	72 812

Les provisions à long terme pour le **personnel et la prévoyance** couvrent les soldes temps du personnel et les primes de fidélité à hauteur de 39,2 millions de francs (45,2 millions en 2010), de même que les contributions de redressement de la Caisse de pension, soit 16,9 millions de francs (16,9 millions en 2010). Bien que les mesures de redressement aient été suspendues, la provision demeure en raison du taux de couverture serré de la Caisse de pension. Les primes de fidélité et les contributions de redressement ont été escomptées à 3%.

Dans les **autres provisions** figurent plus de 4,4 millions de francs pour les litiges juridiques (3,1 millions en 2010) et 8,1 millions de francs (5,6 millions en 2010) pour le démontage et la non-occupation de bâtiments loués.

Autres indications

M 27 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

Arrivé à échéance en 2011, le « Pacte de l'audiovisuel » a été, sans surprise, reconduit de quatre ans. Le contrat signé par la SSR et différentes associations cinématographiques suisses se traduit par une obligation d'acceptation de 89,2 millions de francs (22,3 millions en 2010).

La Business Unit Sport a conclu des contrats pour un montant de 82,7 millions de francs (87,0 millions en 2010) en lien avec de prochains événements sportifs. Les acomptes éventuels sont activés sous les stocks de programmes.

Des contrats de location à long terme (10 ans) ont été signés pour des locaux à Zurich (35,3 millions). Les autres contrats à long terme en lien avec l'activité ordinaire s'élèvent à 24,3 millions (28,2 millions en 2010).

M 28 Instruments financiers dérivés

CHF 1000		Valeurs contractuelles	Valeurs de remplacement	
			positif	négatif
Opérations de change à option ouvertes 2010				
Achat	Euro	85 225		2 396
Achat	Dollar US	17 753		1 285
Achat	Livre anglaise	1 905		108
Total		104 883	0	3 789
Total des opérations de change à option le 31.12.2010		104 883	0	3 789
Opérations de change à option ouvertes 2011				
Achat	Euro	72 200	2 149	
Achat	Dollar US	8 750	656	
Total		80 950	2 805	0
Total des opérations de change à option le 31.12.2011		80 950	2 805	0

Les instruments financiers dérivés servent à couvrir les futures sorties de fonds uniquement. Il n'est pas prévu d'utiliser de tels instruments à des fins spéculatives.

M 29 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers des institutions de prévoyance du personnel s'élèvent à 32'000 francs au 31 décembre 2011 (0,4 million en 2010).

L'annexe du rapport financier sur les comptes du groupe, G 31, contient d'autres indications sur les institutions de prévoyance, sur la réserve de cotisations de l'employeur et sur la situation économique.

M 30 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent depuis plusieurs années à l'évaluation systématique des risques. La méthode utilisée a été améliorée en continu et intégrée aux autres instruments de gestion. Le système actuel se base sur un catalogue des risques, qui tient compte des spécificités de la branche audiovisuelle.

La gestion des risques a été définie par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les risques et à engager les mesures nécessaires.

Durant l'exercice sous revue, 16 risques majeurs ont été identifiés dans les catégories BSC Politique et société, Marché, Finances, Processus et Personnel. L'harmonisation avec la stratégie afférente a confirmé les principales orientations. Le dispositif arrêté devrait permettre de gérer ces risques de manière appropriée.

M 31 Informations complémentaires

Les informations figurent dans l'annexe G 35.

M 32 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 27 avril 2012, il ne s'est produit aucun événement majeur qui puisse compromettre la teneur des comptes annuels 2011 et qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

Proposition

Compte tenu des commentaires qui précèdent sur l'exercice financier 2011 de la maison mère et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR d'approuver les comptes 2011 de la maison mère.

Les comptes SSR dégagent en 2011 un bénéfice de 25,8 millions de francs que nous proposons de porter au crédit des réserves provenant de bénéfices.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le Président
Raymond Loretan



Le Directeur général
Roger de Weck

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le compte de profits et pertes, le bilan, le tableau de financement, le tableau de variation des fonds propres et l'annexe (pages 112 – 131) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2011.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en oeuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2011 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse (art. 957 et ss. CO).

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 69b CC en liaison avec l'art.

728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 69b CC en liaison avec l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Ernst & Young AG



Martin Gröli
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Fredi Widmann
Expert-réviseur agréé

Zurich, le 27 avril 2012

Comptes 2011 du groupe

Compte de résultat

CHF 1000	Anhang	2011	2010
Redevances radio/tv	G 1	1 175 190	1 169 009
Recettes commerciales	G 2	691 403	697 711
Autres recettes	G 3	64 936	61 364
Diminution de recettes	G 4	-242 773	-267 103
Produit d'exploitation		1 688 756	1 660 981
Charges de personnel	G 5	780 923	790 901
Charges programme et production	G 6	473 214	479 728
Autres charges d'exploitation	G 7	276 544	289 496
Amortissements et corrections de valeur	G 8	126 201	98 723
Charges d'exploitation		1 656 882	1 658 848
Résultat d'exploitation		31 874	2 133
Résultat financier	G 9	-7 913	-14 956
Impôts	G 10	-440	-311
Part des entités associées au résultat		1 716	2 002
Participations minoritaires		-11	0
Résultat d'entreprise		25 226	-11 132

G = comptes de groupe, annexe

Bilan

CHF 1000	Anhang	2011	2010
Liquidités	G 11	342 026	119 619
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	G 12	5 243	2 517
Créances résultant de livraisons et de prestations	G 13	74 356	83 557
Autres créances	G 14	6 986	8 837
Comptes de régularisation actifs	G 15	17 864	44 993
Stocks	G 16	127 700	119 734
Actifs circulants		574 175	379 257
Immobilisations corporelles	G 17	810 783	824 780
Entités associées	G 18	19 040	18 337
Immobilisations financières	G 19	2 413	3 305
Immobilisations incorporelles	G 20	4 910	7 094
Actifs immobilisés		837 146	853 516
ACTIFS		1 411 321	1 232 773
Dettes financières à court terme	G 21	80 100	3 911
Engagements résultant de livraisons et de prestations	G 22	67 610	84 582
Avances des redevances de réception	G 23	164 605	0
Autres dettes	G 24	44 405	43 529
Comptes de régularisation passifs	G 25	77 528	67 782
Provisions à court terme	G 26	12 039	15 231
Capitaux étrangers à court terme		446 287	215 035
Dettes financières à long terme	G 27	270 000	350 100
Provisions à long terme	G 28	86 991	84 117
Capitaux étrangers à long terme		356 991	434 217
Capitaux étrangers		803 278	649 252
Réserve de base		480 000	480 000
Réserves provenant de bénéfices		103 426	114 558
Réserves monnaies étrangères		-715	0
Résultat d'entreprise		25 226	-11 132
Capitaux propres (sans parts minoritaires)		607 937	583 426
Intérêts minoritaires		106	95
Capitaux propres (intérêts minoritaires comparis)		608 043	583 521
PASSIFS		1 411 321	1 232 773

G = comptes de groupe, annexe

Tableau de financement

CHF 1000	Anhang	2011	2010
Résultat d'entreprise		25 226	-11 132
Résultat intérêts minoritaires		-11	0
Part des entités associées au résultat		-1 717	-2 002
Amortissements	G 8	101 971	96 347
Corrections de valeur	G 8	24 230	2 376
Augmentation papiers-valeurs et autres placements à court terme	G 12	-2 726	-629
Diminution créances résultant de livraisons et de prestations	G 13	9 201	-13 719
Diminution autres créances	G 14	1 851	4 724
Diminution comptes de régularisation actifs	G 15	27 129	-5 985
Augmentation stocks	G 16	-7 966	-6 299
Diminution dettes	G 22	-3 911	0
Diminution engagements découlant de livraisons et de prestations	G 22	-16 972	-20 128
Augmentation encaissement anticipé de la redevance	G 23	164 605	0
Augmentation autres dettes	G 24	876	-2 012
Augmentation comptes de régularisation passifs	G 25	9 746	8 782
Diminution provisions à court terme	G 26	-3 192	516
Augmentation provisions à long terme	G 28	2 874	16 492
Augmentation réserves cotisations employeur		775	0
Bénéfice de la vente d'immobilisations corporelles		-1 621	-150
Pertes de la vente d'immobilisations corporelles		6	0
Autres charges et produits sans effet sur les fonds (net)		0	1 941
Entrées de fonds liées à l'exploitation		330 374	69 122
Acquisition d'immobilisations corporelles		-115 211	-111 078
Vente d'immobilisations corporelles		9 173	1 517
Acquisition de titres et de participations		-60	-5
Vente de titres et de participations		305	1 864
Remboursement d'un prêt		52	0
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-2 226	-833
Sorties de fonds liées aux opérations d'investissement		-107 967	-108 535
Free Cashflow		222 407	-39 413
Prêt contre reconnaissance de dette		0	70 000
Diminution des engagements de leasing		0	-239
Paiement de dividendes aux minoritaires		0	-1
Flux de fonds liés aux opérations de financement		0	69 760
Variation des fonds		222 407	30 347
Liquidités au 1er janvier		119 619	89 272
Liquidités au 31 décembre		342 026	119 619
Variation des fonds		222 407	30 347

G = comptes de groupe, annexe

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Capitaux propres			Résultat du groupe	Total sans les part des minoritaires	Parts des minoritaires	Total avec les part des minoritaires
	Réserve de base	Rés. provenant de bénéfices	Rés. monnaies étrangères				
Solde au 1er janvier 2010	480 000	162 013	0	-47 421	594 592	93	594 685
Réimputation résultat 2009		-47 421		47 421		1	1
Coûtes libération Publisuisse SA		-34			-34	1	-33
Résultat d'entreprise 2010				-11 132	-11 132		-11 132
Solde au 31 décembre 2010	480 000	114 558	0	-11 132	583 426	95	583 521
Réimputation résultat 2010		-11 132		11 132			0
Ecart monnaies étrangères			-715		-715		-715
Résultat d'entreprise 2011				25 226	25 226	11	25 237
Solde au 31 décembre 2011	480 000	103 426	-715	25 226	607 937	106	608 043

Principes régissant l'établissement des comptes

L'établissement des comptes de groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne (ci-après SSR) intervient en conformité avec les Swiss GAAP RPC. Les comptes de groupe donnent une image du patrimoine, de la situation financière et des résultats conforme à la réalité (true and fair view).

En sus des principes de consolidation détaillés ci-après, il y a lieu de tenir compte des règles de la maison mère figurant aux principes régissant l'établissement des comptes (page 116) et aux principes d'activation et d'évaluation (page 117).

Principes de consolidation

Généralités

La clôture des comptes de groupe repose sur la clôture des sociétés du groupe au 31 décembre, opérée selon les mêmes principes.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les principales sociétés dans lesquelles la SSR détient une participation au capital directe ou indirecte et la majorité des droits de vote, ou dans lesquelles elle exerce sous une autre forme un contrôle direct ou indirect.

Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne
Maison mère (holding), en la forme d'une association

Sociétés du groupe	2011	2010
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions 10,0 millions CHF Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	100%	100%
Schweizerische Teletext AG, Bienne Capital actions 1,0 million CHF Télétexte et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions 1,0 million CHF Participations dans le domaine de la radiodiffusion	100%	100%
Publisuisse SA, Berne Capital actions 4,5 millions CHF Commercialisation de la publicité TV et sponsoring	99,8%	99,8%
MCDT AG, Zurich Capital actions 0,1 million CHF Marketing et conseils en matière de radio numérique	100%	100%
Mxlab AG, Bern Capital actions 0,1 million CHF Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales	51%	51%

En fondant la filiale **MCDT AG, Zurich** en décembre 2010, la SSR a renforcé son engagement dans la radio numérique (DAB/DAB+). Dotée d'un capital actions de 100 000 francs, la nouvelle entreprise est une participation à 100% de la filiale SSR Telvetia. Les activités ont démarré en janvier 2011.

Radio Events Sàrl, Berne, dans laquelle la SSR détient une participation de 50% au capital initial de 20 000 francs, n'est pas consolidée en vertu du principe d'importance relative ; elle figure parmi les autres participations.

Principes de consolidation et goodwill

Les participations inférieures à 20% et celles de moindre importance sont activées au prix d'acquisition, compte tenu d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables. Les participations entre 20% et 50% sont évaluées selon la méthode de la mise en équivalence (part des capitaux propres) et portées au bilan. Les participations supérieures à 50% sont entièrement consolidées.

La consolidation du capital s'effectue selon la méthode anglo-saxonne d'acquisition. Au moment de l'acquisition ou de la fondation, les capitaux propres de la société consolidée sont compensés avec la valeur comptable de la participation dans les comptes annuels de la maison mère (holding). Les actifs et les passifs des sociétés du groupe sont évalués selon des critères identiques au moment de la première consolidation. Une éventuelle différence provenant de la réévaluation entre le prix d'achat ou la valeur comptable de la participation (valeur d'acquisition) et les capitaux propres d'une société acquise est inscrite comme goodwill à l'actif du bilan.

Le goodwill est en principe amorti sur la durée d'utilisation attendue, mais pas plus de 20 ans, avec effet sur le compte de résultat. Le badwill est saisi directement, avec effet sur le compte de résultat.

Conformément à la méthode de la consolidation intégrale, les actifs et les passifs, les charges et les produits des sociétés consolidées sont repris dans leur intégralité, tandis que les parts des actionnaires minoritaires au capital propre et au bénéfice sont présentées séparément.

Monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et la comptabilité des diverses sociétés du groupe sont tenues en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du jour de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses le jour de la transaction. Les bénéfices et les pertes de cours résultant des transactions en monnaies étrangères sont donc pris en considération dans le compte de résultat.

Les différences de cours résultant de la réévaluation des parts des entités associées au résultat sont comptabilisées parmi les capitaux propres.

Consolidation des dettes, opérations internes et bénéfices internes

Les charges et les produits des sociétés consolidées, mais aussi les dettes et les créances, sont éliminés. Les bénéfices internes sur stocks sont éliminés dans les comptes consolidés, avec un effet sur le résultat.

Impôts

Les provisions pour impôts latents sont constituées au bilan des participations consolidées en raison des écarts temporels entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales. Sur ces montants, les impôts sont provisionnés au taux effectif attendu, soit 22% en moyenne.

Annexe

Redevances

G1 Redevances

CHF 1000	2011	2010
Redevances télévision	741 573	738 035
Redevances radio	433 617	430 974
Total	1 175 190	1 169 009

L'augmentation des **redevances** de 6,2 millions de francs (+15,7 millions en 2010) s'explique essentiellement par la progression du nombre de redevances privées encaissées.

G2 Recettes commerciales

CHF 1000	2011	2010
Publicité (nette)	575 972	556 138
Sponsoring	66 056	66 185
Programme	49 375	75 388
Total	691 403	697 711

Les **recettes commerciales** enregistrent une augmentation de 19,8 millions de francs (+60,0 millions en 2010) liée à la conjoncture. Elles sont générées avant tout par Publisuisse SA.

Par rapport au résultat de 2010 (+1,4 million de francs), les **recettes de programme** se sont inscrites en baisse de 26,0 millions. Cette diminution est due principalement au fort recul (-22,6 millions) enregistré par le Technology And Production Center Switzerland AG, qui a fourni nettement moins de prestations à des tiers en raison de l'absence de grands événements sportifs.

G3 Autres recettes

CHF 1000	2011	2010
Contributions	24 092	22 566
Prestations de services	27 292	19 923
Autre produit d'exploitation	13 552	18 875
Total	64 936	61 364

Les **contributions**, qui se composent pour l'essentiel de subventions fédérales aux programmes et aux émissions à destination de l'étranger, affichent une hausse de 1,5 million par rapport à 2010 (-0,4 million).

A la différence de la maison mère (voir M 3, comptes maison mère), le groupe enregistre en 2011 une augmentation des **prestations de services** de 7,4 millions de francs (+1,1 million en 2010), due pour l'essentiel à un surcroît de revenus de 2,7 millions de francs généré par la location de surfaces à des tiers et à un volume accru de prestations dans les filiales.

Les **autres produits d'exploitation** n'ont pas pu être maintenus au niveau de 2010, qui avait profité de la vente de droits liés aux études de marché (effet unique de 5,3 millions de francs). Du coup, cette rubrique enregistre une diminution de 5,3 millions (+2,7 millions en 2010).

G4 Diminutions de recettes

CHF 1000	2011	2010
Diminutions	-242 773	-267 103
Total	-242 773	-267 103

En plus des positions habituelles, les **diminutions de recettes** comprennent les honoraires de conseil, les rabais de quantité et les rabais spéciaux sur la publicité TV, qui se chiffrent à 259,5 millions (261,2 millions en 2010). L'essentiel de la baisse de 24,3 millions de francs (+34,5 millions en 2010) est cependant imputable à la dissolution du ducroire de 17,9 millions qui avait été constitué pour la redevance (voir M 4, comptes maison mère).

G5 Charges de personnel

CHF 1000	2011	2010
Salaires	621 890	615 147
Allocations	28 044	40 585
Prestations sociales	111 234	108 392
Autres charges de personnel	19 755	26 777
Total	780 923	790 901

Les **salaires** ont progressé de 6,7 millions de francs (+7,2 millions en 2010), suite à l'augmentation salariale accordée en 2011. La contraction de 12,5 millions de francs des **allocations** (+11,4 millions en 2010) s'explique par la provision constituée pour les primes de fidélité, qui avaient grevé l'exercice précédent de 10,7 millions. La baisse de 7,0 millions de francs (+2,7 millions en 2010) des **autres charges de personnel** est le fait de la réduction des coûts du plan social (voir aussi M 5, comptes maison mère).

G6 Charges programme et production

CHF 1000	2011	2010
Indemnités artistes et auteurs	32 754	32 539
Droits d'auteur	107 214	119 099
Productions de tiers et commandes	212 693	220 943
Charges de liaisons et de lignes	95 951	99 695
Charges diverses programme et production	17 714	20 202
Variation des stocks de programmes	6 888	-12 750
Total	473 214	479 728

L'absence de grands événements sportifs durant l'exercice sous revue a eu un effet positif sur les **droits d'auteur**, en recul de 11,9 millions de francs (+15,3 millions en 2010).

Alors qu'elles sont en forte hausse à la maison mère, les **productions de tiers et commandes** fléchissent de 8,3 millions de francs (-7,9 millions en 2010) à l'échelle du groupe. Cette situation s'explique par le fait que diverses commandes ont pu être réalisées au sein des sociétés du groupe et qu'elles ont donc été éliminées des comptes du groupe.

Les **charges de liaisons et de lignes** affichent un nouveau recul de 3,7 millions de francs (-2,8 millions en 2010), qui reflète les économies réalisées dans la diffusion radio.

En diminution de 2,5 millions de francs (+1,0 million en 2010), les **charges diverses programme et production** restent stables.

G7 Autres charges d'exploitation

CHF 1000

	2011	2010
Entretien et remplacement	60 126	62 733
Frais administratifs et publicité	73 251	71 175
Communication, logistique et frais	59 296	67 545
Autres charges	83 871	88 043
Total	276 544	289 496

Tout en s'avérant nettement plus faible que celle de la maison mère, l'érosion de 2,6 millions de francs (–8,4 millions en 2010) des charges d'**entretien et de remplacement** est elle aussi liée aux économies dans l'immobilier. La valeur moindre s'explique par le glissement de coût provoqué par le transfert partiel de SRF au Technology And Production Center Switzerland AG.

L'absence de grands événements sportifs a fortement contribué à la baisse de 8,2 millions de francs (+4,2 millions en 2010) des charges **communication, logistique et frais**.

Les **autres charges** reculent de 4,2 millions de francs (–2,5 millions en 2010), en raison principalement des honoraires de consultant en baisse à la maison mère.

G8 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000

	2011	2010
Amortissements prévus immobilisations corporelles	98 667	91 699
Dépréciations immobilisations corporelles	23 594	2 376
Immobilisations corporelles	122 261	94 075
Dépréciations immobilisations financières	0	1 088
Immobilisations financières	0	1 088
Amortissements prévus valeurs incorporelles	3 304	3 560
Dépréciations valeurs incorporelles	636	0
Valeurs incorporelles	3 940	3 560
Total	126 201	98 723

Les **amortissements et corrections de valeur** progressent au total de 27,5 millions de francs (+2,0 millions en 2010). La réalisation des grands projets de construction de Berne et de Genève occasionne des amortissements supplémentaires (planifiés) de 2,7 millions de francs. Dans la perspective du remplacement du signal tv analogique par la technologie HD et de la mise en place de l'infrastructure IT, le volume des investissements a lui aussi augmenté, avec pour effet des amortissements supplémentaires de 5,0 millions. La décision du Comité de direction SSR de déplacer le site de Bâle dans le centre-ville a donné lieu à une correction de valeur extraordinaire de 16,5 millions.

G9 Résultat financier

CHF 1000

	2011	2010
Produits financiers	3 138	4 529
Charges financières	–11 051	–19 485
Total	–7 913	–14 956

Comme relevé dans l'annexe M 9 de la maison mère, la diminution de 7,0 millions de francs du **résultat financier** (+9,4 millions en 2010) provient de la stabilisation du marché des devises.

G 10 Impôts

CHF 1000	2011	2010
Impôts courants	- 620	- 503
Variation impôts latents	180	192
Total	- 440	- 311

La maison mère est exonérée d'impôts. Les impôts courants et les impôts latents ne concernent donc que les filiales. Les **impôts latents** pour des reports fiscaux de pertes comprennent pour la première fois 0,6 million de francs.

G 11 Liquidités

CHF 1000	2011	2010
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	341 921	119 519
Fonds assimilés à des liquidités	105	100
Total	342 026	119 619

Le passage, par Billag SA, à la facturation annuelle de la redevance se manifeste clairement à la rubrique des **liquidités**, en hausse de 219,4 millions de francs. Les détails figurent dans le tableau de financement du groupe.

G 12 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2011	2010
Instruments financiers dérivés	2 805	0
Papiers-valeurs	2 438	2 517
Total	5 243	2 517

Les **papiers-valeurs et autres placements à court terme** sont des titres à court terme, pas des immobilisations financières. Les instruments financiers dérivés sont détaillés dans les comptes de la maison mère (annexe) sous M 28.

G 13 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2011	2010
Tiers	78 118	88 159
Sociétés proches	340	763
Corrections de valeur	- 4 102	- 5 365
Total	74 356	83 557

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** ont reculé de 9,2 millions de francs (+13,7 millions en 2010), en raison principalement de la clientèle publicité, qui diminue de 5,8 millions.

G 14 Autres créances

CHF 1000

	2011	2010
Tiers	6 986	8 837
Total	6 986	8 837

Par rapport à 2010, les **autres créances** déclinent de 1,9 million de francs (-4,7 millions en 2010), pour retrouver le niveau qui était le leur.

G 15 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000

	2011	2010
Tiers	17 864	44 993
Total	17 864	44 993

Les **comptes de régularisation actifs**, qui n'intègrent plus que les positions habituelles, reculent de 27,1 millions de francs (+6,0 millions en 2010). La régularisation des redevances radio/tv (33,8 millions en 2010) a été entièrement dissoute, le passage à la facturation annuelle l'ayant rendue superflue.

G 16 Stocks

CHF 1000

	2011	2010
Productions maison	37 747	43 351
Productions de tiers	61 273	62 342
Paievements anticipés de programmes	29 625	15 540
Stocks de programmes bruts	128 645	121 233
Stocks de marchandises	1 196	1 342
Stocks bruts	129 841	122 575
Corrections de valeur	-2 141	-2 841
Stocks nets	127 700	119 734

Les **productions maison et productions de tiers** comprennent exclusivement des productions tv qui n'ont pas encore été diffusées. Compte tenu des corrections de valeur, ils ont fléchi de 6,0 millions de francs (+6,6 millions en 2010).

Les paiements anticipés affichent une hausse de 14,1 millions de francs (-14,5 millions en 2010) ; ils sont imputables à hauteur de 22,6 millions aux droits sportifs des prochaines années.

G 17 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Solde au 01.01.2010	Entrées	Sorties	Reclasi- fication	Solde au 31.12.2010
Immobilisations en construction et paiements anticipés	106 144	45 494	-4 640	-97 038	49 960
Terrains	26 951				26 951
Bâtiments	891 979	25 797	-438	77 336	994 674
Moyens de production	585 345	40 061	-33 549	20 587	612 444
Informatique	70 303	11 901	-3 010	4 833	84 027
Autres immobilisations corporelles	44 323	5 922	-2 120	-5 370	42 755
Valeurs d'acquisition	1 725 045	129 175	-43 757	348	1 810 811
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-14		14		0
Terrains	0				0
Bâtiments	-338 471	-34 653	370	2	-372 752
Moyens de production	-412 883	-44 187	31 807	-570	-425 833
Informatique	-45 877	-9 697	2 812	-5 295	-58 057
Autres immobilisations corporelles	-35 285	-3 163	1 964	5 558	-30 926
Amortissements prévus	-832 530	-91 700	36 967	-305	-887 568
Immobilisations en construction et paiements anticipés	0				0
Terrains	0				0
Bâtiments	-79 373	-191	36		-79 528
Moyens de production	-15 919	-1 699	1 335		-16 283
Informatique	-1 669	-485	153		-2 001
Autres immobilisations corporelles	-651				-651
Dépréciations	-97 612	-2 375	1 524	0	-98 463
Immobilisations en construction et paiements anticipés	106 130	45 494	-4 626	-97 038	49 960
Terrains	26 951				26 951
Bâtiments	474 135	-9 047	-32	77 338	542 394
Moyens de production	156 543	-5 825	-407	20 017	170 328
Informatique	22 757	1 719	-45	-462	23 969
Autres immobilisations corporelles	8 387	2 759	-156	188	11 178
Valeurs comptables nettes	794 903	35 100	-5 266	43	824 780

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassi- fication	Solde au 31.12.2011
Immobilisations en construction et paiements anticipés	49 960	47 053	-8 717	-28 077	60 219
Terrains	26 951				26 951
Bâtiments	994 674	27 485	-14 715	5 586	1 013 030
Moyens de production	612 444	35 291	-26 324	23 945	645 356
Informatique	84 027	10 264	-3 759	-1 812	88 720
Autres immobilisations corporelles	42 755	2 515	-1 977	115	43 408
Valeurs d'acquisition	1 810 811	122 608	-55 492	-243	1 877 684
Immobilisations en construction et paiements anticipés	0	-184	125		-59
Terrains	0				0
Bâtiments	-372 752	-37 293	8 194		-401 851
Moyens de production	-425 833	-47 184	24 587		-448 430
Informatique	-58 057	-10 285	3 609		-64 733
Autres immobilisations corporelles	-30 926	-3 722	1 941		-32 707
Amortissements prévus	-887 568	-98 668	38 456	0	-947 780
Immobilisations en construction et paiements anticipés	0				0
Terrains	0				0
Bâtiments	-79 528	-16 351	1 731		-94 148
Moyens de production	-16 283	-5 223	1 121		-20 385
Informatique	-2 001	-2 019	83		-3 937
Autres immobilisations corporelles	-651				-651
Dépréciations	-98 463	-23 593	2 935	0	-119 121
Immobilisations en construction et paiements anticipés	49 960	46 869	-8 592	-28 077	60 160
Terrains	26 951				26 951
Bâtiments	542 394	-26 159	-4 790	5 586	517 031
Moyens de production	170 328	-17 116	-616	23 945	176 541
Informatique	23 969	-2 040	-67	-1 812	20 050
Autres immobilisations corporelles	11 178	-1 207	-36	115	10 050
Valeurs comptables nettes	824 780	347	-14 101	-243	810 783

Les acomptes des positions **Immobilisations en construction et paiements anticipés** s'élèvent à 3,6 millions de francs (1,3 million en 2010).
La valeur d'assurance incendie des immobilisations corporelles est de 1 701,7 millions de francs (1 761,1 millions en 2010).

G 18 Entités associées

CHF 1000	2011	2010
Entités associées	19 040	18 337
Total	19 040	18 337

L'accroissement de valeur de 0,7 million de francs pour les **entités associées** s'explique par l'évaluation Equity en hausse. Il n'y a pas eu d'achat supplémentaire de participation.

G 19 Immobilisations financières

CHF 1000	Solde au 01.01.2010	Entrées	Sorties	Reclassi- fication	Solde au 31.12.2010
Titres	2				2
Prêts	3 955		-3 893		62
Participations	547		-30		517
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	3 113		-244		2 869
Valeurs d'acquisition	7 617	0	-4 167	0	3 450
Titres	0				0
Prêts	-2 307		2 307		0
Participations	0	-145			-145
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	0				0
Dépréciations	-2 307	-145	2 307	0	-145
Titres	2				2
Prêts	1 648		-1 586		62
Participations	547	-145	-30		372
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	3 113		-244		2 869
Valeurs comptables nettes	5 310	-145	-1 860	0	3 305

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassi- fication	Solde au 31.12.2011
Titres	2				2
Prêts	62		-52		10
Participations	517	60	-270		307
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 869	28	-803		2 094
Valeurs d'acquisition	3 450	88	-1 125	0	2 413
Titres	0				0
Prêts	0				0
Participations	-145		145		0
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	0				0
Dépréciations	-145	0	145	0	0
Titres	2				2
Prêts	62		-52		10
Participations	372	60	-125		307
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 869	28	-803		2 094
Valeurs comptables nettes	3 305	88	-980	0	2 413

Durant l'exercice sous revue, la participation de 0,3 million de francs détenue auprès de Net-Metrix SA a été vendue à Mediapuls SA, Berne.

G20 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Solde au 01.01.2010	Entrées	Sorties	Reclassi- fication	Solde au 31.12.2010
Logiciels et licences	37 151	1 162	-8 855	-348	29 110
Valeurs d'acquisition	37 151	1 162	-8 855	-348	29 110
Logiciels et licences	-27 197	-3 560	8 855	304	-21 598
Amortissements prévus	-27 197	-3 560	8 855	304	-21 598
Logiciels et licences	-418				-418
Dépréciations	-418	0	0	0	-418
Logiciels et licences	9 536	-2 398		-44	7 094
Valeurs comptables nettes	9 536	-2 398	0	-44	7 094

CHF 1000	Solde au 01.01.2011	Entrées	Sorties	Reclassi- fication	Solde au 31.12.2011
Logiciels et licences	29 110	1 346	-79	-1 842	28 535
Autres immobilisations incorporelles	0	174	-520	2 085	1 739
Valeurs d'acquisition	29 110	1 520	-599	243	30 274
Logiciels et licences	-21 598	-2 877	49	1 193	-23 233
Autres immobilisations incorporelles	0	-428	349	-1 193	-1 272
Amortissements prévus	-21 598	-3 305	398	0	-24 505
Logiciels et licences	-418	-441			-859
Autres immobilisations incorporelles	0	-194	194		0
Dépréciations	-418	-635	194	0	-859
Logiciels et licences	7 094	-1 972	-30	-649	4 443
Autres immobilisations incorporelles	0	-448	23	892	467
Valeurs comptables nettes	7 094	-2 420	-7	243	4 910

Les sorties nettes de 1,0 million de francs inscrites dans les comptes de la maison mère, à la rubrique **logiciels et licences**, ont été éliminées dans la consolidation, du fait qu'il s'agit d'une transaction interne.

G21 Dettes financières à court terme

CHF 1000	2011	2010
Tiers	80 100	3 911
Total	80 100	3 911

Les **dettes financières à court terme** comprennent le prêt contre reconnaissance de dette de 80,0 millions de francs accordé par Postfinance, échu en novembre 2012. Il s'agit simplement d'une reclassification (voir G 26) et non d'un nouvel endettement.

G 22 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2011	2010
Tiers	65 663	82 319
Sociétés proches	1 947	2 263
Total	67 610	84 582

Les **engagements découlant de livraisons et de prestations** reculent de 17,0 millions de francs (–20,1 millions en 2010) grâce aux projets d'efficacité, qui ont permis de resserrer les processus et de diminuer les temps de passage.

G 23 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2011	2010
Encaissement anticipé de la redevance	164 605	0
Total	164 605	0

Le changement de système de facturation chez Billag SA (passage de la facturation trimestrielle à la facturation annuelle) a entraîné une forte hausse des encaissements de redevances, qui ont été transmises à la SSR conformément au processus ordinaire. Ces recettes comprennent déjà une part de la redevance de l'exercice suivant et sont traitées comme des acomptes, inscrits au passif de cette position.

G 24 Autres dettes

CHF 1000	2011	2010
Tiers	44 271	43 529
Sociétés proches	134	0
Total	44 405	43 529

Les **autres dettes** n'enregistrent qu'une variation insignifiante de +0,9 million de francs (–2,0 millions en 2010) et se situent au niveau habituel.

G 25 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2010	2009
Tiers	77 528	67 782
Total	77 528	67 782

La progression des **comptes de régularisation passifs** de 9,7 millions de francs (+8,8 millions en 2010) est due à des factures de fournisseurs en souffrance, pour des prestations réalisées durant l'exercice sous revue.

G26 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructu- ration	Autres provisions	Impôts latents	Total
Valeur comptable 1.1.2010	9 149	433	5 133	0	14 715
Constitution	1 038	10 360	1 171		12 569
Utilisation	-3 416	-85	-1 445		-4 946
Dissolution	-2 217	-238	-1 819		-4 274
Reclassification	-2 666	10	-177		-2 833
Valeur comptable 31.12.2010	1 888	10 480	2 863	0	15 231
Constitution	584	5 273	4 103	20	9 980
Utilisation	-1 454	-6 016	-1 681		-9 151
Dissolution	-368	-2 572	-1 915		-4 855
Reclassification	952	302	-420		834
Valeur comptable 31.12.2011	1 602	7 467	2 950	20	12 039

Les provisions à court terme **personnel et prévoyance** ne comprennent plus que les provisions pour paiements de compensation intervenus en cours d'année.

La constitution de **provisions de restructuration** (5,3 millions de francs) et le solde actuel sont exclusivement dictés par le plan social élaboré dans le cadre des projets de convergence et d'efficacité.

Les **autres provisions** font état de 0,6 millions de francs (2,0 millions en 2010) pour les litiges juridiques en cours de la maison mère. Pour les filiales, il a fallu provisionner 2,1 millions pour les sous-licences.

G27 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2011	2010
Engagements de leasing	0	100
Emprunt	270 000	350 000
Total	270 000	350 100

Une partie du **prêt contre reconnaissance de dette** de 80,0 millions de francs accordé par Postfinance devra être remboursée en novembre 2012, raison pour laquelle elle a été comptabilisée dans les dettes financières à court terme. Voir G 20, dettes financières à court terme.

G 28 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel & prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts latents	Total
Valeur comptable 1.1.2010	56 353	60	9 583	1 629	67 625
Constitution	17 107	304	1 922	219	19 552
Utilisation	-3 178		-336		-3 514
Dissolution	-1 010		-958	-411	-2 379
Reclassification	2 666	-10	177		2 833
Valeur comptable 31.12.2010	71 938	354	10 388	1 437	84 117
Constitution	4 909	2 518	6 809	726	14 962
Utilisation	-5 225		-248		-5 473
Dissolution	-3 836	-1	-1 018	-926	-5 781
Reclassification	-952	-302	420		-834
Valeur comptable 31.12.2011	66 834	2 569	16 351	1 237	86 991

Les provisions à long terme pour le **personnel et la prévoyance** couvrent les soldes temps du personnel et les primes de fidélité à hauteur de 46,7 millions de francs (53,2 millions en 2010), mais aussi les contributions de redressement de la Caisse de pension, soit 18,1 millions de francs (18,1 millions en 2010).

Dans les **autres provisions** figurent 4,4 millions de francs pour les litiges juridiques (3,1 millions en 2010) et 8,1 millions de francs (5,6 millions en 2010) pour le démontage et les coûts de non-occupation de bâtiments loués.

Les **impôts latents** pour des reports fiscaux de pertes comprennent pour la première fois 0,6 million de francs.

Autres indications

G 29 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

A l'échelle du groupe, les obligations d'acceptation portant sur des films et des séries s'élèvent à 89,2 millions de francs (22,3 millions en 2010) pour différentes associations cinématographiques suisses. Les droits sportifs sur des événements à venir se chiffrent à 82,7 millions de francs (87,0 millions en 2010).

Des contrats de location à long terme figurent dans les comptes pour 40,8 millions de francs (36,3 millions en 2010). Les autres contrats à long terme en lien avec l'activité ordinaire se montent à 24,4 millions de francs (31,5 millions en 2010).

G 30 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés uniquement par la maison mère (voir M 28, comptes maison mère).

G 31 Institution de prévoyance

Les états financiers sont établis selon la norme Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques des engagements de prévoyance sur la SSR sont évaluées et activées à la date du bilan.

Les plans de prévoyance de la SSR sont en partie en primauté des cotisations et en partie en primauté des prestations. Les actifs de ces plans sont gérés indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales par des institutions de prévoyance autonomes sur le plan juridique. Le financement des plans de prévoyance est assuré par des cotisations employé et des cotisations employeur, à l'exception de la caisse des cadres de la maison mère, financée par l'employeur. Le personnel de la SSR est assuré contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Au 31 décembre 2011, on dénombrait 6850 assurés actifs (6720 en 2010) et 1472 bénéficiaires de prestations (1376 en 2010).

La réserve de cotisations d'employeur et la situation économique (avantages en faveur des institutions de prévoyance ou engagements à leur charge) ont évolué comme suit :

Réserve de cotisations d'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 31.12.11	Renon- ciation à l'utilisation 31.12.11	Autres corr. de valeur 31.12.11	Constitu- tion 31.12.11	Bilan 31.12.11	Bilan 31.12.10	Résultat réserves dans charges personnel	
							2011	2010
Institutions de prévoyance	2 280	0	0	28	2094	2869	-803	5
Total	2 280	0	0	28	2094	2869	-803	5

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ découvert 31.12.11	Part économique de l'entité		Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisations ajustées à la période	Charges de Vorsorgeaufwand charges de personnel	
		31.12.11	31.12.10			2011	2010
TPC	48	0	0	0	0	229	170
SSR maison mère	744	0	0	0	0	2 678	2 526
Fondspatronaux / institutions de prévoyance patronales	792	0	0	0	0	2 907	2 696
Plan de prévoyance sans déficit de couverture	0	0	0	0	0	0	0
Autres	3 866	0	0	0	1 903	1 903	1 837
TPC	5 028	0	0	0	6 139	6 139	4 680
SRG maison mère	37 758	0	0	0	44 757	44 757	41 042
Institutions de prévoyance avec excédent de couverture	46 652	0	0	0	52 799	52 799	47 559
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	0	0	0	0	0	0	0
Total	47 444	0	0	0	52 799	55 706	50 255

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques des engagements de prévoyance sur l'employeur sont évaluées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture annuelle du 31 décembre 2010. En présence d'éléments indiquant que la situation a connu des développements notables, il y a lieu de tenir compte de leur influence.

Suite à l'évolution du marché des capitaux en 2010, la CPS a ramené son taux de couverture à 102%. Malgré la haute volatilité des marchés financiers en 2011, elle a pu maintenir son taux de couverture à 100%. Ce dernier étant néanmoins peu stable et compte tenu de la décision du Conseil d'administration d'assainir durablement la caisse de pension et de l'incertitude qui plane sur les marchés financiers, il a été décidé de maintenir la réserve (voir G 29, tableau des réserves du groupe).

G 32 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers des institutions de prévoyance se montent à 1,0 million de francs au 31 décembre 2011 (0,5 million en 2010).

G 33 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent depuis plusieurs années à l'évaluation systématique des risques. La méthode utilisée a été améliorée en continu et intégrée aux autres instruments de gestion. Le système actuel se base sur un catalogue des risques, qui tient compte des spécificités de la branche audiovisuelle.

La gestion des risques a été définie par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les risques et à engager les mesures nécessaires.

Les risques n'ont pas été évalués comme les années précédentes, car une analyse SWOT a été opérée dans le cadre de la révision stratégique. Elle confirme les 16 risques majeurs des perspectives Balanced Score Card dans les domaines Politique et société, Marché, Finances, Processus et Personnel. Les domaines à risque sont examinés les uns après les autres grâce au dispositif mis en place.

G 34 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de groupe par le Conseil d'administration le 27 avril 2012, il ne s'est produit aucun événement majeur qui puisse compromettre la teneur des comptes annuels 2011 et qu'il faille publier dans le présent rapport.

G35 Informations complémentaires

Produit d'exploitation 2010

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Redevances	431,0	738,0		1 169,0
Recettes commerciales	20,7	351,8	325,2	697,7
Autres produits	5,5	34,0	21,9	61,4
Diminution de recettes	-1,6	-2,8	-262,7	-267,1
Total	455,6	1 121,0	84,4	1 661,0

Charges d'exploitation 2010

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Schweizer Radio und Fernsehen SRF et TPC	156,6	418,5	8,1	583,2
Radio Télévision Suisse	102,8	270,3	7,5	380,6
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana	65,9	164,5	1,6	232,0
Radio e Televisiun Rumantscha	13,1	8,3	0,1	21,5
Swissinfo	7,3	17,1		24,4
Unites d'organisation nationales	101,7	266,3	26,3	394,3
Autres sociétés filiales			22,9	22,9
Total	447,4	1 145,0	66,5	1 658,9

Résultat d'exploitation 2010

	8,2	-24,0	17,9	2,1
--	------------	--------------	-------------	------------

Produit d'exploitation 2011

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Redevances	433,6	741,6		1 175,2
Recettes commerciales	21,3	363,8	306,3	691,4
Autres produits	5,0	22,9	37,0	64,9
Diminution de recettes	6,6	10,5	-259,9	-242,8
Total	466,5	1 138,8	83,4	1 688,7

Charges d'exploitation 2011

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Schweizer Radio und Fernsehen SRF et TPC	163,8	428,9	13,7	606,3
Radio Télévision Suisse	115,8	276,4	3,4	395,5
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana	71,3	165,8	1,9	239,1
Radio e Televisiun Rumantscha	13,5	8,5	0,4	22,4
Swissinfo	7,5	17,5		25,0
Unites d'organisation nationales	85,7	241,6	4,5	331,8
Autres sociétés filiales			36,7	36,7
Total	457,6	1 138,6	60,6	1 656,8

Résultat d'exploitation 2011

	8,9	0,2	22,9	31,9
--	------------	------------	-------------	-------------

Personal	Ø postes à plein temps		Persones au 31. 12.	
	2011	2010	2011	2010
Schweizer Radio und Fernsehen SRF und TPC	1 584	2 286	2 081	3 084
Radio Télévision Suisse	1 559	1 569	1 894	1 893
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana	1 037	1 043	1 176	1 150
Radio e Televisiun Rumantscha	123	124	168	160
Swissinfo	114	122	127	145
Unites d'organisation nationales	412	396	480	432
Autres sociétés filiales	222	226	283	289
Total	5 051	5 766	6 209	7 153

G36 Liste des participations

	Monnaie	Capital de base en monnaie nationale en 1000	Parti- cipation SSR en %	Méthode de conso- lidation*
Sociétés du groupe (participation entre 50 à 100%)				
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	CHF	10 010	100	intég.
Publisuisse SA, Berne Commercialisation de la publicité TV et sponsoring	CHF	4 500	99,8	intég.
Teletext Suisse SA, Bienne Télétexte et Data Broadcast	CHF	1 000	100	intég.
Telvetia SA, Berne Participations dans la domaine de la radiodiffusion	CHF	100	100	intég.
MCDT AG, Zurich Marketing et conseil en matière de radio numérique Filiale de Telvetia SA	CHF	100	100	intég.
Mxlab AG, Berne Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales Filiale de Telvetia SA	CHF	100	51	intég.
Sociétés à participations (participation entre 20 et 49%)				
Telepool Sàrl, Munich Acquisition, réalisation et commercialisation de productions TV, films, supports image et son en Suisse et à l'étranger Filiale de Telvetia SA	EUR	5 000	26	équiv.
SMD Schweizer Mediendatenbank SA, Zurich Betrieb Onlinedatenbank für Medien	CHF	900	33	équiv.
Swiss MediaCast SA, Zurich Mise en place, exploitation et développement d'infrastructures radio/TV	CHF	1 030	29	équiv.
Viasuisse SA, Bienne Acquisition, mise en forme et commercialisation de services d'information routière	CHF	340	42	équiv.
Autres participations (participation inférieure à 20% ou de moindre importance)				
CORSI, Lugano (coopérative)	CHF	296	0,2%	v.a.
Euronews (Secemie) SA, Lyon	EUR	3 888	9%	v.a.
Institut für Rundfunktechnik Sàrl, Munich	EUR	140	6%	v.a.
MCH Group SA, Bâle	CHF	48 053	0,003%	v.a.
Radio Events Sàrl, Berne	CHF	20	50%	v.a.
Radio Lac SA, Genève	CHF	600	2%	v.a.
Romandie Médias SA, Neuchâtel	CHF	500	12%	v.a.
Agence Télégraphique Suisse SA, Berne	CHF	2 000	10%	v.a.
Sonal SA, Genève	CHF	1 100	2%	v.a.
TV5 Monde SA, Paris	EUR	137	11%	v.a.

* Méthode de consolidation : (consolidation) intégrale, (mise en) équivalence, VA (valeur d'acquisition)

Proposition

Compte tenu des commentaires qui précèdent sur l'exercice financier 2011 du groupe et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR d'approuver les comptes 2011 du groupe.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le Président
Raymond Loretan



Le Directeur général
Roger de Weck

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le compte de profits et pertes, le bilan, le tableau de financement, le tableau de variation des fonds propres et l'annexe (pages 133 – 155) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2011.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en oeuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2011 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Ernst & Young AG



Martin Gröli
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Fredi Widmann
Expert-réviseur agréé

Zurich, le 27 avril 2012